

# La situation des entreprises industrielles françaises – bilan 2002

*Cet article résume l'étude publiée par l'Observatoire des entreprises (cf. description et bon de commande figurant à la fin du présent Bulletin), plus détaillée dans l'analyse des résultats et du financement, par secteurs d'activité.*

Bernard BARDES  
Éric BATAILLE  
Dominique LEFILLIATRE  
Frédérique SAVIGNAC  
*Direction des Entreprises*  
*Observatoire des entreprises*

Études

Dans un contexte de faible progression de l'économie mondiale pour la seconde année consécutive, la croissance française a été faible et la production industrielle, a peu progressé en 2002, après avoir fortement ralenti en 2001. Les chefs d'entreprise se sont adaptés rapidement à cet environnement défavorable et ont limité sensiblement leur effort d'investissement, qui avait été auparavant l'un des moteurs de la croissance. La consommation des ménages a résisté ; elle a permis de conserver une petite hausse de l'activité industrielle. Le marché intérieur est cependant demeuré atone, sans possibilité de compensation par les exportations. Le taux d'exportation s'est établi à 32 %, en très léger repli.

La progression du chiffre d'affaires en valeur a été pratiquement nulle l'an dernier, alors qu'elle avait atteint 7,3 % en 2001. Les grandes entreprises ont mieux résisté, avec une hausse de 0,4 %, contre une diminution de 0,8 % pour les PME. Compte tenu de la baisse des prix à la production dans l'industrie, le chiffre d'affaires en volume a légèrement progressé (1 %, contre 6,5 % en 2001).

Les secteurs liés à la consommation des ménages ont mieux résisté. Le ralentissement par rapport à 2001 a été moins important dans les industries agroalimentaires, celles des biens de consommation et l'industrie automobile. En revanche, l'activité s'est contractée dans les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

La production a diminué de 0,4 %, en valeur, en 2002, alors qu'elle s'était accrue de 7,2 % en 2001. Toutefois, elle a légèrement progressé en volume (0,7 % en 2002, contre 6,3 % en 2001).

La valeur ajoutée s'est stabilisée en 2002, avec une hausse de 0,1 %, après 3,1 % en 2001. L'évolution a été plus favorable chez les PME (+ 0,5 %) que chez les grandes entreprises (– 0,1 %).

Les effectifs ont diminué dans l'industrie en 2002 (– 1 %), plus encore dans les PME (– 1,3 %) que dans les grandes sociétés (– 0,7 %), interrompant la tendance à l'accroissement des emplois observée depuis 1997.

L'effort d'investissement des entreprises a été moins important en 2002 (13,6 % de la valeur ajoutée produite) que l'année précédente (15,1 %). Ce repli du taux d'investissement a été général quels que soient la taille et le secteur. Les dépenses immatérielles ont également un peu diminué (– 0,5 %).

Le poids des besoins en fonds de roulement d'exploitation a continué de s'alléger dans les deux tranches de taille d'entreprises, mais il est resté nettement plus fort pour les PME (69 jours de chiffre d'affaires en 2002) que dans les grandes entreprises (19,2 jours).

Les indicateurs de rentabilité d'exploitation ont poursuivi le mouvement de baisse amorcé en 2001. Le taux de marge brute d'exploitation s'est replié de 0,3 point pour s'établir à 7,1 %. Le résultat brut d'exploitation a représenté 28,9 % de la valeur ajoutée, soit une baisse de 1,1 point par rapport à 2001. L'évolution favorable des opérations hors exploitation a permis à la rentabilité brute globale de moins se dégrader que la rentabilité d'exploitation, en particulier dans les grandes entreprises.

Les secteurs liés à la consommation des ménages ont mieux résisté. Les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires ont, en revanche, été fortement pénalisées.

La répartition du revenu global a été caractérisée par la diminution générale de la part de l'État et de celle des prêteurs. Les grandes entreprises de l'industrie ont privilégié le renforcement de l'autofinancement plutôt que la distribution de dividendes. Les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires ont dû faire face à un alourdissement de la part du personnel malgré la baisse de leurs effectifs salariés.

À l'opposé de ce qui s'est passé en 2001, la contrainte de solvabilité s'est desserrée en 2002 quels que soient la taille et le secteur. Au niveau global, le poids des intérêts dans le résultat brut global a baissé de 1,7 point pour s'établir à 9,4 %. La capacité d'endettement s'est, elle aussi, améliorée.

Le ralentissement des investissements d'exploitation, la forte contraction des acquisitions de participations et de titres, la réduction des autres actifs immobilisés et la décroissance des besoins en fonds de roulement d'exploitation ont contribué à diviser par deux les flux d'emplois nets.

Ainsi, malgré des performances moindres, la maîtrise du crédit interentreprises et la diminution des charges d'intérêt et d'impôts notamment ont généré un flux de trésorerie interne en progression d'une année à l'autre.

Cette évolution et la réduction des besoins liés à l'investissement ont permis de dégager une capacité de financement surtout importante chez les grandes entreprises. Ces dernières, pour conforter leur désendettement, ont allégé leur détention de valeurs mobilières de placement, réduisant ainsi leurs liquidités.

Contrairement à l'année précédente, l'apport de capitaux externes a été négatif dans les grandes sociétés en 2002 en raison de moindres emprunts vis-à-vis du groupe et des associés, de la décroissance des obligations et des titres de créances négociables, ainsi que de l'allègement des concours de trésorerie. En revanche, les PME ont maintenu une demande de financement positive quoique de faible ampleur.

D'une façon générale les capitaux propres se sont renforcés et les concours bancaires courants ont été fortement réduits. Le taux d'endettement a très sensiblement diminué (– 6,7 points, pour revenir à 65,7 %). Cette tendance s'est vérifiée quels que soient le secteur et la taille des entreprises.

Les structures financières ont donc été assainies et devraient permettre aux firmes de l'industrie de mieux résister à une conjoncture difficile ou de pouvoir financer sans difficultés majeures un mouvement de reprise.